



MAISON D'ARRÊT D'ÉPINAL UN DYSFONCTIONNEMENT DE TROP ?

Alors que le départ du CLSI fin juin aurait dû être anticipé et compensé, une nouvelle fois, c'est l'improvisation qui règne.

Un poste avait bien été ouvert pour recruter un contractuel en charge du parc informatique. Tout était calé... jusqu'à ce que, **à quelques jours de sa prise de fonction**, la direction interrégionale annule brutalement sa venue. **Motif : absence de budget.** Résultat ? Un professionnel écarté sans égards, un service laissé sans pilote, et une administration qui continue de claironner dans les médias qu'elle recrute activement. Hypocrisie ou incompétence ?

Une logique absurde, des agents sous pression

Plutôt que de reprogrammer un recrutement ou de proposer une solution viable, la direction confie les missions informatiques à un agent de l'équipe ELSP, déjà en sous-effectif chronique. Rappelons-le : l'équipe ELSP d'Épinal ne compte que 1 agent et 1 officier.

 Comment une telle équipe peut-elle :

- assurer les **extractions médicales et judiciaires**,
- répondre **aux urgences**,
- **sécuriser le périmètre**,
- **encadrer les fouilles**,
- **suppléer les PREJ**,
- et maintenant, **gérer l'informatique ?**

Réponse : **elle ne le peut pas.**

Résultat : les agents habilités mais non affectés à l'ELSP sont sollicités en urgence, retirés de leur poste en détention, ce qui affaiblit les effectifs déjà tendus dans les coursives et alimente les tensions internes.

Une sécurité fragilisée

- L'ELSP ne peut fonctionner que du lundi au vendredi.
- Elle ne peut **assurer aucune astreinte**.
- Elle fonctionne au ralenti, **sans soutien du PREJ** (alors que l'inverse ne se produit jamais).
- Et plus grave encore : **des agents non habilités, donc non armés, sont envoyés sur le terrain** pour compenser, mettant en péril leur propre sécurité et celle de tous.



Alors que la sécurité est brandie comme priorité nationale, les établissements sont laissés **sans moyens**, contraints de bricoler avec ce qu'ils ont.

FO JUSTICE ÉPINAL DIT STOP

Nous exigeons immédiatement :

-  **Le recrutement effectif d'un agent dédié au poste CLSI.**
-  **Le renforcement de l'équipe ELSP avec un effectif pérenne.**
-  **Le renfort des équipes de détention pour garantir une sécurité minimale.**

Nous appelons l'administration locale, interrégionale et nationale à assumer leurs responsabilités.

Les agents ne peuvent plus être les variables d'ajustement d'un système à bout de souffle.

Le Bureau Local FO
Mardi 29 juillet 2025